



## PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ EN ÉQUATEUR.

## YASUNI-ITT, LE CHANTAGE ÉCOLOGIQUE

L'Équateur est prêt à renoncer à exploiter 20% de son pétrole dans le parc naturel Yasuni pour préserver sa biodiversité. Condition: que l'ONU rachète «symboliquement» le pétrole. Une initiative à double tranchant.

MARC MULLER



«Les pays occidentaux ont généré une dette climatique liée à la colonisation et l'industrialisation.» Une définition que

Madame Maria Fernanda Espinoza, ministre du Patrimoine de l'Équateur n'hésite pas à brandir pour défendre son projet Yasuni-ITT. Sur un ton légèrement accusateur, l'Équateur a décidé en 2008 de présenter un projet concret et audacieux pour «chercher un nouveau mécanisme d'équilibrage entre les pays consommateurs et les pays fournisseurs de ressources».

Le Gouvernement de l'Équateur serait prêt à renoncer à l'exploitation de 20% de son pétrole et à ses bénéfices économiques en échange de soutien du Nord. Pour cela, l'Équateur possède une arme à un coup: sous l'une de ses plus importantes réserves naturelles, Yasuni, se trouve le plus grand gisement de pétrole jamais exploité de la région.

## Un contexte difficile

Mais le contexte est difficile pour ce petit pays d'Amérique latine. Alors qu'il jouit de l'une des plus grandes biodiversités au monde, il connaît aussi le plus fort taux de déforestation du continent avec plus de 140 000 hectares tronçonnés chaque année. Parallèlement, la production d'or noir vient d'atteindre son pic pour entrer en phase de déclin. Ce constat pourrait paraître anodin ou similaire à bien d'autres pays si 40% des revenus de l'État et 60% de ses exportations ne provenaient de cette exploitation.

Dans ces conditions, la tentation de forer sous le trésor de biodiversité qu'est Yasuni peut être grande, surtout lorsqu'elle cache un potentiel de revenus de l'ordre de 700 millions de pétro-dollars. Le gouvernement a donc choisi de frapper fort. Il propose à la communauté internationale de vendre symboliquement son pétrole à l'ONU pour moitié prix, avec la garantie qu'il ne sera jamais extrait. Ces 350 millions seraient utilisés pour protéger les forêts, la biodiversité, investir dans les énergies renouvelables et soutenir les populations locales.

Une proposition qui peut sembler prendre la forme du chantage, mais qui reflète une logique implacable. «Ce projet veut surtout communiquer une nouvelle éthique et un nouveau mécanisme d'équilibrage dans l'accès aux ressources. Nous considérons que ce pétrole, tout comme notre diversité naturelle et culturelle, est un bien public com-



Réserve mondiale pour la biodiversité selon l'Unesco, le parc naturel Yasuni est menacé par des projets d'extraction de pétrole. ICARE

mun. Ils appartiennent à l'humanité. Nous sommes prêts à renoncer à 20% de nos réserves pour faire passer ce message», affirme la ministre.

## Efforts déjà consentis

Cette proposition s'appuie sur seize années de lutte concrète contre la déforestation. Mercy J.B. Córdoba, vice-ministre de l'environnement, explique: «Nous avons lancé en 1998 le programme «Socio bosque» (Partenariat forêt) pour récompenser les agriculteurs ou propriétaires de terre qui renoncent à la déforestation. Nous les indemnisons pour cela. Mais comprenez que nous parlons de l'Amazonie. Certaines populations n'ont encore jamais rencontré nos sociétés modernes, alors que d'autres tiennent à vivre isolées.»

En même temps, la vice-ministre souligne que le pays se développe et que ses besoins en ressources augmentent: «Dans ce contexte, freiner la déforestation demande des efforts importants et beaucoup de sensibilisation.» Des aides que le projet Yasuni-ITT se propose justement d'apporter.

A ces problèmes sociétaux s'ajoute un nouveau contexte légal plus permissif sur la définition même de

ce qu'est une réserve naturelle. Xavier Bustamante, directeur de la Fundación Natura, s'en offusque. «La nouvelle Constitution permet au président d'autoriser l'exploitation d'une réserve naturelle. Il lui suffit pour cela d'avoir l'aval du parlement, ou du peuple. Or, jusqu'aux prochaines élections, il dispose de la majorité au parlement.»



«Comme notre biodiversité, ce pétrole appartient à l'humanité»

MARIA FERNANDA ESPINOZA

Même si cet écologiste a envie de croire au projet Yasuni-ITT, il redoute son effet négatif. «Le président a appelé la communauté internationale à payer pour ne pas exploiter son pétrole avec une échéance au 31 décembre qu'il a avancée au 30 juin 2011. Dans le cas où il ne recevrait pas les 350 000 millions demandés, il serait obligé de démarrer l'exploitation. Sans quoi, il perdrait toute crédibilité sur

la place internationale. C'est un couteau à double tranchant.»

## Pas convaincant

Un avis partagé discrètement par certains milieux politiques qui reconnaissent toutefois que l'Équateur ose être le premier pays à demander ouvertement, sous la forme d'une coopération internationale, des compensations aux autres États pour les dégâts environnementaux. Une démarche plutôt catégorique, puisque ce pays a non seulement calculé lui-même les montants des indemnités,

mais également subjectivement les clés de répartitions. La Suisse serait ainsi invitée à payer 6,78 millions annuellement durant 13 ans en raison de son fort PIB. Un mécanisme qui ne convainc visiblement pas, puisqu'aujourd'hui, à peine plus de 1,5 millions de dollars ont été réunis en promesses de dons. I

Le projet Icare, dont «La Liberté» est partenaire, présente durant un an des initiatives intéressantes en matière de développement durable.

## REPÈRES

## Réserve mondiale

> **Déclarée** réserve mondiale pour la biodiversité par l'Unesco en 1989, le Parc national Yasuni s'étend sur 982 000 hectares. Il recense 2274 espèces d'arbres, 100 000 espèces d'insectes, 150 amphibiens, avec une densité extraordinaire.

> **La réserve** possède, sur un seul hectare, plus d'espèces végétales que toute l'Amérique du Nord réunie.

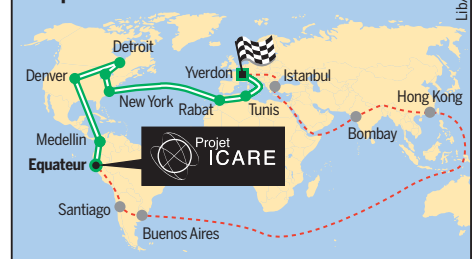
> **Plusieurs tribus** autonomes vivent dans le Yasuni. Quatre ethnies sont connues: les Kichwa, Naporuna, Waorani et Tarmenane.

La vie de ces tribus est mise en péril par les missions évangéliques, les producteurs de drogues ou encore les sociétés de minerais.

> **Lors de l'exploitation** d'autres réserves, une partie des tribus et de la biodiversité a déjà été détruite, entre autres par Chevron-Texaco, en procès avec l'Équateur depuis huit ans. MM

## LE TOUR DU MONDE D'ICARE

Départ: mai 2010 / Arrivée: octobre 2011



## CARNET DE ROUTE

## NOUVEAU COMBAT

Les populations sud-américaines sont très variées, mais sont presque toutes en transition: progrès éducatifs, amélioration de l'indice de développement humain (selon l'ONU), développement économique. Toutefois, les premiers pays traversés (Colombie, Équateur, Pérou) nous frappent par l'absence de leadership. Les politiciens ne convainquent pas (pour ne pas dire qu'ils sont détestés), les Églises – comme en Europe – sont en déclin auprès des jeunes et l'économie capitaliste n'amène ni travail, ni prospérité aux masses. Il y a comme un flou, sans vision, ni ligne conductrice. C'est la jungle, le chacun pour soi, le court terme...

Le passage d'ICARE reçoit donc un accueil en miroir aux contrastes des populations. Lorsque certains y voient un carrosse d'argent, d'autres se soucient de notre sécurité. Personne n'y est indifférent. Les premières pages de l'aventure au Sud nous auront fait découvrir la violence, le mensonge, mais également le sens de l'accueil, la générosité et l'affection. Pour survivre, nous devons nous concentrer sur ce que nous recevons, plus que sur ce que l'on nous prend: profiter des îlots d'amitié rencontrés sur notre chemin et oublier rapidement le reste. C'est un nouveau combat qui commence, plus psychologique que technologique, avec toujours la même conviction: disséquer les mécanismes du développement durable! Et comme un cri de guerre, chaque jour, nous nous répétons: il faut tenir et se rappeler que notre épopée ne représente aucune souffrance en comparaison aux armées de miséreux qui jonchent sur le bord de notre route. MM

## ANALYSE

## Un mouvement de contestation légitime

MARC MULLER

Deux discours antagonistes ressortent à l'écoute des personnalités politiques en Amérique du Sud. Le premier, conciliant, idolâtre l'Occident et cherche à lui ressembler en demandant des faveurs financières ou technologiques d'aide au développement. Le second, accusateur, reproche ses propres maux au Nord et exige des réparations. Cette deuxième vision s'accompagne parfois d'une désresponsabilisation des dirigeants du Sud face à la misère de leurs propres pays. A l'image de l'Équateur, qui aura durant des années subventionné son essence (30 centimes/litre) au détriment de son éducation supérieure.

Ce second mode de pensée a toutefois le mérite de poser les vraies questions. Qui compense les dégâts environnementaux et ses consé-

quences en chaîne sur le développement humain? Qui en est responsable: le consommateur occidental, l'entreprise pétrolière, le gouvernement importateur de ressources ou le pays producteur?

**En outre se pose** la question de la responsabilité intergénérationnelle, puisque, les enfants des pollueurs occidentaux devront certainement payer un jour les réparations des dégâts commis par leurs parents et grands-parents. Un peu comme dans l'affaire des fonds juifs.

**En ce sens**, le projet Yasuni-ITT est cohérent. Mais il est surtout nouveau par son ton et sa détermination. Accepter ce projet et le financer ouvriraient une brèche dans la politique internationale pour d'autres réclamations.



Une grande partie du pays est déjà déforestée, pour l'agriculture ou la construction. ICARE

Le refuser permettrait tout au plus de gagner du temps face à ce mouvement de contestation légitime et grandissant.